

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

LILLE, le 29/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



SCORI

HERSIN COUPIGNY

BP 15

62620 BARLIN

Références : B2-146-2022
Code AIOT : 0007000705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/08/2022 dans l'établissement SCORI implanté Carrière de la Loigne B.P. 15 62620 BARLIN. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- Carrière de la Loigne B.P. 15 62620 BARLIN
- Code AIOT : 0007000705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société SCORI (du groupe SUEZ, ex-SITA) exploite sur la plate-forme d'Hersin-Coupigny (62) des installations de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux. Elle produit du Combustible Solide de Substitution (CSS) valorisé dans les fours de cimenteries.

Le premier permis d'exploiter du site a été délivré le 30 janvier 1987. L'établissement est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 01/07/1998 et est classé Seveso Seuil Bas ainsi qu'IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Caractérisation de la dangerosité des déchets pour la détermination du classement Seveso de l'établissement
- Prescriptions techniques relatives au hall "conditionnés"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - déchets entrants	AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2	Demande d'éléments justificatifs lors de la visite du 18/11/2021	Fait susceptible de suites n°1 Demande n°1 Observation n°1
3	Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - déchets entrants	AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2	Demande d'éléments justificatifs lors de la visite du 18/11/2021	Fait susceptible de suites n°2 Demande n°2 Observation n°2
4	Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - CSS	AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2	Demande d'éléments justificatifs lors de la visite du 18/11/2021	Fait susceptible de suites n°3 Demande n°3

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Cessation d'activités	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 20.3	Fait susceptible de suites	FSS soldé
6	Modifications	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 20.1	Fait susceptible de suites	FSS soldé
7	Stockage de liquides inflammables en fûts	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.8.6	/	Demandes n°4 et 5
8	Zone de stockage des fûts et stockage des DTQD	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 18.2.4	/	Observation n°3
9	Règles d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.1.3	/	Demande n°6 Observation n°4
10	Bassin de confinement	AP Complémentaire du 17/07/2000, article 6.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a pour objet de traiter les suites de la visite du 18/11/2021 qui portait sur la caractérisation de la dangerosité des déchets de l'établissement et la détermination de son classement Seveso.

Au regard des déchets entrant sur site, l'exploitant a apporté des éléments de caractérisation, certains points restent néanmoins à justifier dans un délai d'un mois. L'Inspection propose d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la réalisation des mesures annuelles visant à vérifier le caractère non toxique et non écotoxique des flux de déchets entrant concernés par l'approche des flux prépondérants de déchets conformément au guide de *prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement*.

Il demeure des manques au regard des Combustibles Solides de Substitution, l'exploitant doit se positionner dans un délai d'un mois.

Il devra également lever les incohérences de rubriques visées par les déchets entre les constats terrain et les documents examinés, puis transmettre à M. le Préfet une demande d'antériorité modificative à sa demande de 2016.

Enfin, compte-tenu des nombreuses évolutions survenues sur le site depuis la remise de l'étude de dangers de 2015, l'Inspection propose d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire la remise d'une étude de dangers révisée d'ici le 31 décembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - déchets entrants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets et Seveso
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Rubriques d'assimilation des déchets présents sur site, en raison des classes, catégories et mention de danger les plus proches auxquels ils sont affectés compte tenu de leurs propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel de danger :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4130-2: Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. - 4150 : Substances et mélanges présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1 - 4331: Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 <p>[...] L'établissement est classé Seuil Bas par application de la règle de cumul explicitée à l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement, cette règle s'appliquant pour toutes les substances ou mélanges susceptibles d'être présents sur l'établissement.</p> <p>À tout instant, l'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des limites décrites dans les tableaux ci-dessus et en annexe 1. Il tient ces justificatifs à la disposition de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de déterminer le statut Seveso d'un établissement, il est nécessaire d'identifier les rubriques 4xxx visées par les déchets. Ainsi l'exploitant doit au préalable caractériser la dangerosité des déchets présents sur site.</p> <p>DÉCHETS ENTRANTS</p> <p>- Déchets entrants vrac (« eaux souillées » et « pâteux »)</p> <p>Comme vu lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, l'exploitant a retenu l'approche spécifique pour les flux prépondérants de déchets dangereux du Guide technique « <i>prise en compte des déchets dans la détermination du statut Seveso d'un établissement</i> » (DGPR 2015). Il en ressort que les eaux souillées et les pâteux n'ont pas de propriété de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Les eaux souillées ne présentent pas non plus de danger physique (point éclair > 60°C) tandis que les pâteux sont inflammables.</p> <p>Afin de vérifier l'absence de danger pour la santé humaine ou pour l'environnement, le paramètre mercure doit être mesuré une fois par an. Dans le cadre des suites de l'inspection 2021, l'exploitant devait transmettre la note de calcul permettant de le vérifier.</p> <p>2021 - Demande n°1</p> <p><i>L'exploitant transmettra une note de calcul afin de vérifier que le déchet n'est pas dangereux pour la santé humaine ainsi que pour l'environnement aquatique (méthode de calcul du règlement CLP reprise dans le guide). La valeur du facteur M retenu sera sourcée.</i></p> <p>L'exploitant a transmis en réponse à la lettre de suites du 20/01/2022 une « Note de calcul, justification du non-classement Seveso sur la base de mesures annuelles en mercure » datée du 01/03/2022 puis corrigée le 22/07/2022.</p> <p>L'exploitant réalise de façon systématique une analyse lors de la réception des déchets sur site afin de mesurer notamment la teneur en mercure. D'après les données de l'année 2021, la teneur en mercure de l'ensemble des déchets entrants « vrac » est inférieure à 250 ppm, hormis une exception.</p> <p>Ainsi ils ne sont pas visés par une rubrique toxique 41xx ni par une rubrique écotoxique 45xx si l'on retient pour le mercure, un facteur $M_{aigu}=1000$ et un facteur $M_{chronique}=100$.</p> <p>Il conviendra de vérifier les facteurs M retenus dans la révision du guide par la DGPR. Voir observation n°1</p> <p>L'exploitant s'est par ailleurs engagé à ne plus accepter de déchet contenant plus de 250 ppm de mercure.</p>

- Déchets entrants conditionnés

- Déchets entrant dans la fabrication du CSS :

Pour la fabrication du CSS 10, l'exploitant passe dans un broyeur les récipients mobiles (appelés conditionnés) avec leur contenu.

Pour la fabrication du CSS PRECA, l'exploitant broie des emballages souillés (récipients mobiles vides).

- liquides inflammables

Comme vu lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, l'exploitant se base sur les informations des fournisseurs des déchets pour caractériser la dangerosité de ces déchets.

En tant que liquides inflammables, ils sont visés par la rubrique 4331 *liquides inflammables de catégorie 2 ou 3* et de manière majorante, l'exploitant leur associe par défaut les rubriques 4120 *toxicité aiguë catégorie 2* et 4510 *dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë ou chronique 1*.

- pâteux organiques

Comme vu lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, l'exploitant retient l'approche spécifique pour les flux prépondérants de déchets dangereux du guide comme pour les pâteux en vrac avec suivi du paramètre mercure.

- autres conditionnés avec mentions de danger Seveso

Comme vu lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, l'exploitant leur associe par défaut les rubriques 4120 et 4510 de manière majorante.

L'inspection a constaté la présence de déchets visés par la rubrique 4130 lors de la visite. **Voir demande n°1**

- autres conditionnés sans mention de danger Seveso

Comme vu lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, ces déchets ne sont visés par aucune rubrique 4xxx.

Fait susceptible de suite n°1: Les rubriques 4120 et 4510 n'ont pas été sollicitées lors de la demande de bénéfice des droits acquis au titre des rubriques 4xxx en 2015.

Observations :

Observation n°1: Il conviendra de vérifier les facteurs M retenus pour le mercure dans la révision du guide par la DGPR.

Demande n°1 : Mettre en cohérence les rubriques 4xxx visés par les déchets présents sur site avec le document de classement Seveso.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - déchets entrants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets et Seveso
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Rubriques d'assimilation des déchets présents sur site, en raison des classes, catégories et mention de danger les plus proches auxquels ils sont affectés compte tenu de leurs propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel de danger :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4130-2: Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. - 4150 : Substances et mélanges présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1 - 4331: Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 <p>[...] L'établissement est classé Seuil Bas par application de la règle de cumul explicitée à l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement, cette règle s'appliquant pour toutes les substances ou mélanges susceptibles d'être présents sur l'établissement.</p> <p>À tout instant, l'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des limites décrites dans les tableaux ci-dessus et en annexe 1. Il tient ces justificatifs à la disposition de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Déchets entrants conditionnés (suite)</p> <ul style="list-style-type: none"> - emballages et matériaux souillés broyés sur site <p>Ces flux de déchets n'ont pas été caractérisés en dangerosité par l'exploitant.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis une note « Liste des déchets entrant dans nos combustibles solides de substitution » datée du 02/09/2022 dans laquelle il retient l'approche spécifique pour les flux prépondérants de déchets dangereux du guide – flux des déchets de broyats -. Il en ressort qu'une mesure annuelle du paramètre anthracène doit être réalisée sur ce flux.</p> <p>Nota : la sciure de bois utilisée comme liant n'est pas un déchet mais une matière première.</p> <p><i>2021-Demande n°6</i> <i>Faire apparaître clairement d'ans l'Étude de Dangers que le « produit » CSS10 est le résultat d'un mélange de déchets pâteux en vrac et de déchets liquides conditionnés broyés, liés par de la sciure.</i></p> <p>Ce sera intégré dans la révision à venir de l'Étude De Dangers.</p> <p><i>2021-Demande n°7</i> <i>Confirmer les éléments constitutifs du CSS, modifier l'Étude de Dangers en conséquence ainsi que le document support de classement Seveso le cas échéant.</i></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 30/06/2022, un dossier de porter à connaissance modificatif daté du 28/06/2022 qui précise page 16 les déchets entrant dans la composition du CSS.</p> <p>Vu pour le CSS10 : « déchets pâteux reçus en vrac ou conditionnés tels que des boues de peintures, des vernis, des encres, des colles, des graisses usagées, des produits pétroliers divers visqueux, des résidus de distillation et de fabrication provenant des industries chimiques et agro-alimentaires, ou encore des matériaux absorbants tels que sciure de bois, bourre de textile, résidus de teillage du lien, etc. ».</p> <p>Les produits pétroliers et résidus de distillation ne peuvent être assimilés au flux de déchets pâteux du guide. Ainsi, par courriel du 02/09/2022, l'exploitant a transmis une note « Liste des déchets entrant dans nos combustibles solides de substitution » datée du 02/09/2022 dans laquelle il retient l'approche spécifique pour les flux prépondérants de déchets dangereux du guide - flux de déchets d'hydrocarbures et flux de déchets de solvants -. Il retient une mesure annuelle des paramètres anthracène et naphthalène à réaliser sur le flux</p>

hydrocarbures mais aucune pour le flux solvants en raison de l'état solide du déchet.
L'Inspection est en désaccord avec cette position, l'état physique du déchet est décorrélié de la caractérisation de sa dangerosité, une mesure annuelle du méthanol doit être réalisée sur ce flux. Voir Observation n°2

Les propriétés de dangers physiques n'ont pas été caractérisées pour les flux de déchets d'hydrocarbures et de solvants. **Voir Demande n°2**

Fait susceptible de suites n°2: L'exploitant ne vérifie pas par des mesures annuelles le caractère non toxique et non écotoxique des flux de déchets pour lesquels la caractérisation en dangerosité est basée sur l'approche spécifique "flux prépondérants de déchets dangereux" du guide 2015 de la DGPR.

• Déchets n'entrant pas dans la fabrication du CSS :

- déchets en transit

De manière majorante, l'exploitant leur associe par défaut les rubriques 4120 et 4510. Certains sont également inflammables, visés par la rubrique 4331.

L'inspection a constaté la présence de déchets visés par la rubrique 4130 lors de la visite. **Voir demande n°1** (cf. en page 10).

Observations :

Demande n°2: Caractériser les propriétés de dangers physiques des flux de déchets d'hydrocarbures et de solvants et se positionner au regard de la présence d'halogène dans les déchets solvantés, l'établissement est en effet autorisé à accueillir des déchets halogénés sur site.

Observation n°2: L'Inspection propose de prescrire la réalisation de mesures annuelles des paramètres associés aux flux prépondérants de déchets conformément au guide DGPR 2015. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au rapport.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Synthèse de la caractérisation en dangerosité des déchets entrant à ce stade

Nature du flux	Approche retenue	Rubrique 4xxx visée	Paramètre à mesurer
Vrac – eaux souillées	Flux prépondérants Eaux souillées	Aucune	Mercure
Vrac ou conditionné - pâteux	Flux prépondérants Déchets pâteux organiques	Aucune (solide inflammable)	Mercure
Vrac ou conditionné - produits pétroliers	Flux prépondérants Déchets d'hydrocarbures	Aucune	Anthracène Naphtalène
Vrac ou conditionné – résidus distillation	Flux prépondérants Déchets de solvants	À préciser Voir demande n°2	Méthanol
Conditionné - LI	Méthode générique	4120 – 4331 - 4510	-
Conditionné – autres avec mentions de danger Seveso	Méthode générique	4120 - 4510	-
Conditionné – autres sans mention de danger Seveso	Méthode générique	Aucune	-
Emballages et maté- riaux souillés broyés sur site	Flux prépondérants Broyats	Aucune	Anthracène
Déchets en transit	Méthode générique	4120 – 4331 - 4510	-

N° 4 : Prise en compte des déchets pour le classement Seveso - CSS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/01/2020, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Déchets et Seveso
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Rubriques d'assimilation des déchets présents sur site, en raison des classes, catégories et mention de danger les plus proches auxquels ils sont affectés compte tenu de leurs propriétés équivalentes pour ce qui est de leur potentiel de danger :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4130-2: Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë de catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. - 4150 : Substances et mélanges présentant une toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1 - 4331: Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 <p>[...] L'établissement est classé Seuil Bas par application de la règle de cumul explicitée à l'article R. 511-11 du Code de l'Environnement, cette règle s'appliquant pour toutes les substances ou mélanges susceptibles d'être présents sur l'établissement.</p> <p>À tout instant, l'exploitant doit être en mesure de justifier du respect des limites décrites dans les tableaux ci-dessus et en annexe 1. Il tient ces justificatifs à la disposition de l'Inspection de l'Environnement (spécialité Installations Classées). [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>DÉCHETS FABRIQUES « CSS » 10 et PRECA</u></p> <p>Ces Combustibles Solides de Substitution résultent du mélange des déchets énumérés précédemment avec de la sciure de bois. Ils sont valorisés énergétiquement en tant que combustibles dans les cimenteries.</p> <p>Rappel de la visite du 18/11/2021 : 2021-Demande n°8 <i>Le CSS étant obtenu par mélange de déchets dont une partie peut être toxique ou dangereuse pour l'environnement, il convient de justifier l'absence de propriété HP6 ou HP14. Il n'est pas possible de se raccrocher au guide qui ne s'applique pas aux mélanges.</i></p> <p>En réponse, l'exploitant indique qu'il réalise à destination de ses clients une analyse annuelle (sur un échantillon) de chaque CSS.</p> <p>Vu rapport de la société SGS en date du 21/10/2021 relatif à des « Analyses selon le projet de norme XPX30-489 de caractérisation des déchets en vue de la détermination de leur dangerosité HP4 à HP8, HP10 et HP11 et HP13 ». Il conclut que le mélange de déchets CSS 10 n'est pas classé HP5 (STOT) ni HP 6 (toxicité aiguë).</p> <p>Vu rapport de la société SGS en date du 16/09/2021 relatif à des « Analyses selon le projet de norme XPX30-489 de caractérisation des déchets en vue de la détermination de leur dangerosité HP4 à HP8, HP10 et HP11 et HP13 ». Il conclut que le mélange de déchets CSS 30 n'est pas classé HP5 (STOT) ni HP 6 (toxicité aiguë).</p> <p>L'exploitant indique que le CSS30 n'est plus fabriqué depuis un moment et que le CSS30 mentionné dans le rapport d'analyse est en fait du CSS PRECA.</p> <p>L'exploitant démontre ainsi que les CSS 10 et CSS PRECA n'ont pas de propriété dangereuse au regard de la santé humaine.</p> <p>En revanche, aucune justification n'est apportée au regard de la propriété de danger pour l'environnement. Le statut Seveso Seuil Bas pourrait être remis en cause si l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'absence de propriété dangereuse pour l'environnement des CSS.</p> <p><u>Fait susceptible de suite n°3:</u> L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le caractère non écotoxique des "produits" CSS.</p>

BÉNÉFICE DES DROITS ACQUIS

Il était également ressorti de la visite du 18/11/2021 que certaines rubriques 4xxx, notamment les rubriques 4120 et 4510, ne figuraient pas dans la demande d'antériorité datée du 24/05/2016.

2021-Demande n°9

L'exploitant transmettra une nouvelle demande d'antériorité des droits acquis au titre des rubriques 4xxx en justifiant qu'il s'agit d'un oubli et non d'une modification de la nature des déchets entrant sur le site.

L'exploitant n'a pas transmis de nouvelle demande d'antériorité des droits acquis au titre des rubriques 4xxx dans l'attente du retour de l'Inspection au regard des justifications apportées. **Voir demande n°3**

Observations :

Demande n°3 : Lorsque le caractère écotoxique ou non des CSS aura été justifié, déposer en Préfecture une nouvelle demande d'antériorité des droits acquis au titre des rubriques 4xxx en justifiant qu'il ne s'agit pas d'une modification de la nature des déchets entrant sur le site.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 20.3
Thème(s) : Situation administrative, Mise à l'arrêt
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.</p> <p>Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site, 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées, 3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement, 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, il avait été constaté que les capacités S800 (800 m³), C1 (60 m³) et C2 (60 m³) qui contenaient du CLS et des huiles noires usagées n'étaient plus utilisées. Elles étaient utilisées dans le cadre de l'activité « CLS - Combustible Liquide de Substitution » arrêtée en 2013.</p> <p><i>2021-Demande n°2</i> <i>L'exploitant doit se positionner sur le maintien ou non de l'exploitation des capacités mentionnées.</i></p> <p>Par courriel du 30/06/2021, l'exploitant a transmis un porter à connaissance modificatif élaboré par ORIUM CONSEIL, référencé SCO HER 002-R1.V1 et daté du 28/06/2021.</p> <p>L'exploitant y précise que les capacités S800, C1 et C2 seront exploitées dans le cadre de l'activité de regroupement de déchets aqueux HPE (Haut Point Eclair).</p> <p>Les installations de stockage n'étant pas mises définitivement à l'arrêt, ce point de contrôle est devenu sans objet. Le Fait Susceptible de Suite est soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 20.1
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 18/11/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance: <ul style="list-style-type: none"> - du Préfet - du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours - du SIRACED-PC (62) - de l'Inspection des installations classées et faire l'objet d'une mise à jour du POI dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 18/11/2021, il avait été constaté que les cuves SO1 / SO2 / SO3 / SO4 / SO5 représentant 280 m ³ n'accueillaient plus de liquides BPE (solvants chlorés et non chlorés). La situation administrative actée par APC du 28/01/2020 et l'étude de danger ne sont plus en cohérence avec les activités du site. <i>2021-Fait susceptible de suite n°1</i> <i>L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du Préfet les modifications apportées à ses installations.</i> <i>2021-Demande n°3</i> <i>La rubrique 4331 associée aux déchets solvantés doit être justifiée par des mesures de point éclair notamment.</i> Par courriel du 30/06/2021, l'exploitant a transmis un porter à connaissance modificatif élaboré par ORIUM CONSEIL, référencé SCO HER 002-R1.V1 et daté du 28/06/2021. L'exploitant y indique l'arrêt de la réception de liquides BPE et précise que les capacités SO1 / SO2 / SO3 / SO4 / SO5 seront exploitées dans le cadre de l'activité de regroupement de déchets aqueux HPE (Haut Point Eclair). Ainsi le Fait Susceptible de Suite est soldé et la demande n°3 est devenue sans objet. L'exploitant s'était engagé à remettre une étude de dangers révisée avant le 30/06/2022. Aucun dossier n'a été remis à ce jour. Aussi, afin de disposer d'une étude de dangers à jour au regard des évolutions survenues sur le site, l'Inspection propose de prescrire la remise d'une étude de dangers révisée pour le 31/12/2022 par arrêté préfectoral complémentaire (cf. projet ci-joint).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage de liquides inflammables en fûts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 17.8.6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume maximal stockable est de 600 m³. Le stockage des fûts sera effectué sur palette. Le gérage des fûts ne pourra être effectué que sur une seule hauteur.</p> <p>Le stockage sera organisé de telle manière que les palettes restent accessibles par l'engin de manutention en permanence. Les allées de circulation seront matérialisées de façon pérenne au sol.</p> <p>L'état des stocks sera mis à jour en permanence de manière à connaître la provenance et la nature des produits stockés.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'après l'état des stocks daté de la veille au soir, la quantité de liquides inflammables présente dans le hall conditionnés est de 171 t, bien inférieure au 600 m³. Vu gérage sur une seule hauteur. - Lors de la visite du 18/11/2021, l'Inspection avait constaté la présence d'un conditionné portant la mention de danger H242 <i>Peut s'enflammer sous l'effet de la chaleur</i> qui peut notamment concerner des peroxydes. <p>Cette propriété de danger n'était pas identifiée par l'exploitant ni lors de la caractérisation en dangerosité ni dans l'état des matières stockées.</p> <p><i>2021 - Demande n°4</i></p> <p><i>L'exploitant doit intégrer la mention de danger H242 relevée et se positionner au regard de la quantité maximale susceptible d'être présente sur site.</i></p> <p><i>La prise en compte pour le classement Seveso et l'Étude de dangers doit être réalisée.</i></p> <p>L'exploitant indique qu'il s'agit d'une erreur d'un client qui mettait cette mention de danger sur ses étiquettes alors que le déchet n'a pas cette propriété de danger. Demande a été faite au client de corriger les étiquettes.</p> <p>L'Inspection n'a pas vu d'étiquetage portant cette mention de danger lors des contrôles par sondage dans le hall conditionnés.</p> <p>Vu par sondage, un étiquetage H331 <i>toxique par inhalation</i> associé à la rubrique 4130 non reprise dans le tableau de classement Seveso. Il s'agit de DIS boues peinture colle vernis avec n°CAP 288323.</p> <p>Cette rubrique n'apparaît pas dans le tableau de classement Seveso de l'établissement. Voir demande n°4</p> <p>La fiche d'identification de ce déchet (FID) présente des incohérences : la propriété de danger toxique est cochée mais aucune mention de danger associée n'est présente, seul le caractère inflammable (H228) apparaît. Il en est de même pour le caractère écotoxique. Voir demande n°5</p> <p>Vu par sondage un lot de phytosanitaires solides n°5350017 sans mention de danger.</p> <p>La fiche d'identification de ce déchet présente des incohérences : les mentions de danger H335/H317 reprises en rubrique 10 ne correspondent pas au pictogramme inflammable coché.</p> <p>La FID n'est pas cohérente avec l'étiquetage apposé sur le déchet.</p> <p>Vu état des stocks daté de la veille au soir. Les rubriques 4xxx mentionnées au regard des différents flux de déchets du hall conditionnés ne sont pas cohérentes avec les rubriques 4xxx retenues pour le classement Seveso.</p> <p>Par exemple pour le flux de déchets liquides inflammables, les rubriques 4120/4331/4511 sont mentionnées dans l'état des stocks alors que ce sont les rubriques 4331/4510 dans le tableau de classement Seveso. Voir demande n°1 du point de contrôle (cf. en page 10).</p>

2021-Demande n°5

La distinction entre déchets et produits n'apparaît pas clairement dans le document transmis, cf intitulé de la colonne « nature du déchet ».

L'exploitant pourra modifier son document pour le rendre plus explicite.

Par courriel du 30/03/2022, l'exploitant a transmis un tableau modifié.

Observations :

Demande n°4 : Mettre en cohérence les rubriques 4xxx de l'état des stocks et du document de classement Seveso. Reprendre l'ensemble des rubriques 4xxx identifiées pour la demande d'antériorité cf Demande n°4.

Demande n°5 : Lever les incohérences des FID et veiller à ce que les étiquetages soient cohérents avec le contenu des FID.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Zone de stockage des fûts et stockage des DTQD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 18.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'ossature du hall de stockage des fûts et du bâtiment DTQD sera en matériaux incombustibles.

La protection incendie est assurée par :

- une installation de détection automatique d'incendie ;
- une installation de RIA à mousse.

La protection incendie au niveau de la zone de dépotage des fûts est assurée par :

- une installation d'extinction à mousse moyen foisonnement (60) ;
- deux canons à mousse dans la zone de stockage ou tout moyen équivalent soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

Une mesure en continu d'explosimétrie sera réalisée au niveau de cet atelier.

Constats :

L'exploitant indique qu'une partie de la prescription est inadaptée. En effet, l'exploitant ne dépose plus les fûts et la protection incendie du hall accueillant le stockage des déchets conditionnés est avant tout assurée par une installation d'extinction à mousse haut foisonnement.

Vu dans le hall conditionnés :

- des détecteurs incendie ;
- 4 déverseurs à mousse haut foisonnement situés en hauteur des parois ;
- un RIA n°12 couplé à de l'émulseur 3 % à l'aide d'un proportionneur, à l'extérieur du bâtiment.

Observations :

Observation n°3 : Il revient à l'exploitant de solliciter une modification de prescription si celle-ci est devenue inadaptée; toute demande doit être argumentée. Compte-tenu des nombreuses évolutions survenues sur le site, l'Inspection invite l'exploitant à balayer l'ensemble des arrêtés préfectoraux et à formuler sous forme d'une unique demande l'ensemble des modifications souhaitées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/1998, article 171.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.</p> <p>Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.</p> <p>Constats : La vérification porte sur les vérifications périodiques des systèmes visés au point de contrôle précédent.</p> <p><u>Détection automatique d'incendie</u> Vu rapport de vérification par Johnson Controls portant sur la détection incendie, daté du 28/02/2022. Le rapport n'est pas conclusif. Néanmoins les cases « dysfonctionnement » et « inadaptation de la détection au risque » ne sont pas cochées.</p> <p><u>RIA à mousse</u> RIA n°1 + PIA n°9/10/11 alimentés par le réseau de ville RIA + 8 PIA alimentés par l'installation sprinkler</p> <p>Vu rapport de vérification par Johnson Controls portant sur les PIA (Poste d'Incendie Additif) / RIA et daté du 23/09/2021. Ce rapport conclut à un risque d'échec potentiel en raison d'un nombre trop faible de RIA, une installation est couverte par un seul jet. Il détaille ses remarques : équipements non fonctionnels, utilisation d'un émulseur à 1 % non cohérente avec la présence de proportionneurs réglables à 0/3/6 %, pression insuffisante du PIA n°1, débit insuffisant sur les PIA alimentés par le réseau eau de ville, absence de limiteur de pression au niveau de l'installation sprinkler. Il indique également que les remarques de la visite antérieure n'ont pas été traitées. L'exploitant indique que de nombreux points ont été soldés et que la vérification prévue en septembre devrait le démontrer. Voir demande n°6 L'exploitant présente le suivi de son plan d'action piloté avec la GMAO du groupe SUEZ, 3 actions demeurent sur 11.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs que c'est un prestataire antérieur qui avait recommandé l'utilisation d'émulseur à 1 %. Vu dans le hall des conditionnés, RIA n°12 relié à un bidon d'émulseur à 3 % avec proportionneur réglé sur 3. L'étiquette d'origine n'a pas résisté aux intempéries, elle a été remplacée par une étiquette ne mentionnant pas la date de fabrication. L'exploitant a transmis après la visite une photo de l'étiquette de l'émulseur "mère" indiquant une fabrication en 12/2019 avec une garantie de 10 ans et une concentration d'emploi à 3 % sur feux d'hydrocarbures et solvants polaires. Voir Observation n°3</p> <p><u>Installation d'extinction à mousse haut foisonnement</u> Vu rapport de vérification périodique du système sprinkler par TYCO, daté du 02/07/2021. Ce rapport conclut à un risque de mise en situation d'échec du système en cas de fin de capacité de la réserve d'eau.</p> <p>L'exploitant indique qu'un limiteur de pression a été mis en place il y a 2 ans et que les points hydrauliques fournis au prestataire sont erronés. Ainsi les conclusions du rapport pourraient être remises en cause. Voir demande n°6 D'autres observations ont également été soldées. L'exploitant présente le suivi de son plan</p>

d'action, 4 actions demeurent sur 18.

Explosimètres

Vu compte-rendu d'intervention de la société DETECTA daté du 21/07/2022.

Observations :

Observation n°4 : il convient d'utiliser les émulseurs selon les recommandations du fabricant (et non un prestataire) et d'indiquer a minima sur les étiquettes le numéro de lot avec la date de fabrication.

Demande n°6 : L'exploitant transmettra les compte-rendus des nouveaux contrôle périodique relatifs aux RIA/PIA et installation d'extinction à mousse prévus au mois de septembre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2000, article 6.2.2

Thème(s) : Risques accidentels; Confinement

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 750 m³.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à parti d'un poste de commande.

Constats :

Vu bassin avec fond d'eaux pluviales.

L'exploitant présente les calculs du volume du bassin accompagné d'un plan coté.
Le volume minimal du bassin est de 1460 m³, ce qui est supérieur au volume prescrit.

Les écoulements se font par gravité dans le bassin.

Les eaux pluviales qui tombent dans le bassin sont dirigées par un dispositif de pompage vers 3 cuves (EP1/EP2/EP3) avec traitement charbon actif.

Le bassin est équipé en sortie d'une vanne en position fermée, pilotable par le tableau de bord des cuves EP (Eaux Pluviales).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

